

Cote du document:	EB 2010/99/R.20/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	10 c) i)
Date:	22 avril 2010
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt à la République populaire du Bangladesh pour le**

### **Projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session  
Rome, 21-22 avril 2010

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux membres du Conseil d'administration**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

### **Nigel Brett**

Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2516  
courriel: [n.brett@ifad.org](mailto:n.brett@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République populaire du Bangladesh pour le projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

# Carte de la zone du projet

## People's Republic of Bangladesh Char Development and Settlement Project IV



**Source: FIDA**

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## République populaire du Bangladesh

### Projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République populaire du Bangladesh
<b>Organisme d'exécution:</b>	Office national des ressources en eau (Ministère des ressources en eau)
<b>Coût total du projet:</b>	89,2 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	30,86 millions de DTS (équivalant approximativement à 47,3 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>Cofinanceurs:</b>	Pays-Bas ONG partenaires
<b>Montant du cofinancement:</b>	Pays-Bas: 20,6 millions d'USD (don) ONG partenaires: 4,9 millions d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	15,6 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	0,8 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

# Proposition de prêt à la République populaire du Bangladesh pour le projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV

## I. Le projet

### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. La zone côtière du Bangladesh s'étend vers le sud au fur et à mesure que les décharges sédimentaires des fleuves se solidifient, créant de nouvelles terres. La population qui vit sur ces nouvelles terres isolées est considérée comme le groupe le plus vulnérable du pays car elle n'a pas de titre officiel de propriété et n'est nullement protégée des ondes de tempête causées par les cyclones. Elle n'a pas non plus accès à une eau douce potable ou à des possibilités de subsistance. Ce projet va introduire à plus grande échelle la méthode de développement de la zone côtière ayant donné de bons résultats que financent les Pays-Bas depuis 15 ans, pour protéger les communautés des crues, sécuriser la propriété foncière et fournir des possibilités de subsistance dans le secteur agricole.

### B. Financement proposé

#### Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République populaire du Bangladesh un prêt d'un montant de 30,86 millions de DTS (équivalant approximativement à 47,3 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables, pour contribuer au financement du projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV. Ce prêt qui est d'une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, est assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) par an.

#### Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour le Bangladesh au titre du SAFP est de 106 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2010-2012). Le prêt proposé ne dépasse donc pas cette allocation.

#### Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. La capacité de service de la dette extérieure du Gouvernement bangladais est bonne et ses antécédents de remboursement des prêts du FIDA sont exemplaires.

#### Flux de fonds

5. Le prêt du FIDA sera acheminé par l'intermédiaire d'un compte désigné à cet effet administré par le directeur chargé de la coordination du projet. Un don du Gouvernement néerlandais sera versé dans un compte distinct désigné à cet effet et également administré par le directeur chargé de la coordination du projet. Les fonds seront répartis à partir des deux comptes vers les comptes d'exploitation destinés au projet de chacun des six organismes d'exécution.

#### Modalités de supervision

6. Le projet sera directement supervisé par le FIDA.

#### Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

#### Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) un système de vérification interne et externe des comptes sera mis en place; ii) le projet bénéficiera de l'appui d'une équipe d'assistance technique qui passera en revue toutes les décisions relatives à la

passation des marchés et la qualité des prestations des services contractuels; et iii) la méthode des fiches de pilotage communautaire permettra une remontée de l'information des bénéficiaires sur la qualité des services et des réalisations du projet.

## **C. Groupe cible et participation**

### **Groupe cible**

9. Le projet ciblera l'ensemble de la population qui vit sur les îlots côtiers de formation récente (connus localement sous le nom de *chars*) et bénéficiera du développement de la gestion des eaux, des communications, de l'approvisionnement en eau douce, de protection contre les cyclones et d'autres infrastructures. Toutefois, au sein de cette population, les segments les plus défavorisés des communautés bénéficieront d'un appui supplémentaire, à savoir: i) les colons sans terre qui ne possèdent pas de titre foncier pour la terre qu'ils occupent; ii) d'autres ménages sans terre pouvant être installés sur toute terre publique désormais vide; et iii) les femmes, qui seront particulièrement ciblées pour les activités des ONG et des sociétés de louage de main-d'œuvre. Le groupe cible a été constitué conformément au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et à la politique du FIDA en matière de ciblage.

### **Méthode de ciblage**

10. Le projet adoptera une stratégie de ciblage non exclusive étant donné que 90% de la population des nouveaux chars appartient au groupe cible du FIDA. De plus, les critères ci-après seront appliqués: pour obtenir un titre de propriété, les ménages doivent posséder moins de 0,1 acre de terre (c'est-à-dire qu'ils sont, d'un point de vue fonctionnel, sans terre); pour participer aux activités des sociétés de louage de main-d'œuvre, les femmes doivent posséder moins de 0,5 acre de terre.

### **Participation**

11. L'une des caractéristiques essentielles de ce projet est la participation des bénéficiaires à la construction, à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures. Les bénéficiaires participeront aux organisations chargées de la gestion de l'eau, aux groupements d'agriculteurs, aux groupes d'usagers de puits tubulaires et aux sociétés de louage de main-d'œuvre. Ils seront également associés au suivi de l'impact des projets moyennant une méthodologie participative faisant appel à des fiches de pilotage communautaire.

## **D. Objectifs de développement**

### **Objectifs clés**

12. Le but du projet sera de réduire la pauvreté et la faim des populations pauvres des chars. Il entend améliorer et sécuriser les moyens de subsistance de 28 000 ménages des chars côtiers. À cette fin, il fournira un appui en faveur des moyens de subsistance ruraux, de l'obtention de titres fonciers et de la mise en place d'infrastructures résistant aux conditions climatiques.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

13. Un programme de réformes de fond est associé au projet, lequel inclut: i) l'amélioration de l'environnement politique, de la planification et du cadre juridique s'appliquant à la gestion des zones côtières; ii) la gestion intégrée des ressources en eau et leur conservation; iii) l'amélioration et la durabilité de l'exploitation et de l'entretien; et iv) l'amélioration de la gouvernance de la gestion des ressources en eau.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

14. Le projet est conforme au COSOP du FIDA pour le Bangladesh. Plus particulièrement, il financera avant tout la mise en place d'infrastructures utiles aux pauvres, la plupart des travaux de construction étant réalisés par des sociétés de louage de main-d'œuvre. Par ailleurs, le projet est en parfaite adéquation avec le Cadre



stratégique du FIDA 2007-2010 qui met l'accent sur la gestion durable des ressources naturelles. De plus, il sera axé sur la gestion des ressources naturelles et garantira la participation des pauvres par le biais de leur représentation au sein des associations chargées de la gestion de l'eau.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

15. Le projet, qui s'inscrit pleinement dans les priorités du gouvernement, est mentionné dans le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté du Bangladesh pour 2005. De plus, il a été conçu de manière à appuyer la Politique nationale concernant les zones côtières de 2005 et la Stratégie de développement des zones côtières de 2006.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

16. Le projet, qui est financé par le FIDA et par les Pays-Bas, élargit les phases antérieures d'intervention financées par les Pays-Bas dans la zone côtière. Le groupe des donateurs de Dhaka s'occupant du secteur de l'eau est actuellement présidé par l'Ambassade des Pays-Bas.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

17. Le projet comprend cinq composantes: i) protection contre le changement climatique; ii) infrastructures intérieures; iii) colonisation des terres et émission de titres de propriété; iv) soutien des moyens de subsistance; et v) assistance technique et appui en matière de gestion.

### **Catégories de dépenses**

18. Le projet compte dix postes de dépenses: i) travaux de génie civil (57,2%); ii) création et entretien de plantations (4,1%); iii) véhicules et matériel (4,2%); iv) assistance technique (11,1%); v) compensation et contribution (0,2%); vi) études, personnel contractuel, formation et ateliers (1,9%); vii) activités des ONG (11,2%); viii) salaires et indemnités (2,7%); ix) exploitation et entretien des infrastructures (5,2%); et x) dépenses de fonctionnement (2,2%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

19. L'organisme chef de file est l'Office national des ressources en eau du Bangladesh qui relève du Ministère des ressources en eau. Les autres partenaires du projet sont notamment le Département d'ingénierie des collectivités locales et le Département d'ingénierie de la santé publique (Ministère des collectivités locales, du développement rural et des coopératives), le Ministère des terres, le Département de la vulgarisation agricole (Ministère de l'agriculture) et le Département des forêts (Ministère de l'environnement et des forêts).

### **Responsabilités en matière d'exécution**

20. L'ensemble du projet relèvera de l'Office national des ressources en eau et le secrétaire du Ministère des ressources en eau présidera un comité interministériel de pilotage du projet. Les organismes ci-après auront la responsabilité des autres activités: i) le Département d'ingénierie des collectivités locales sera chargé de la voirie, des marchés, des abris anticycloniques, des *killas* (refuges pour le bétail) et des complexes des *union parishad* (conseils locaux); ii) le Département d'ingénierie de la santé publique aura la responsabilité de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement; iii) le Ministère des terres s'occupera de la colonisation; iv) le Département de la vulgarisation agricole se chargera du développement agricole; et v) le Département des forêts sera chargé des activités forestières. Chacun de ces organismes disposera de son propre document d'orientation (modèle de projet de développement), pour que l'exécution coordonnée puisse aller de l'avant en recourant à un minimum d'activités communes sur le terrain. Des ONG seront

également recrutées pour exécuter des programmes spécifiques axés sur la pauvreté, les moyens de subsistance, les problèmes sociaux et la parité hommes-femmes.

#### **Rôle de l'assistance technique**

21. Comme cela a été le cas pour les phases précédentes, l'ensemble du projet bénéficiera de l'appui d'une équipe de consultants spécialisés dans l'assistance technique (financés et fournis par les Pays-Bas). Le chef de cette équipe sera membre du comité de gestion du projet. L'équipe chargée de l'assistance technique aura la responsabilité de recruter et de gérer les ONG qui seront directement financées par les Pays-Bas.

#### **Situation des principaux accords d'exécution**

22. Les principaux documents requis pour exécuter le projet sont notamment les suivants: i) l'accord de financement type du FIDA; ii) l'accord de don pour le cofinancement par les Pays-Bas; iii) le modèle de projet de développement pour chacun des six partenaires d'exécution.

#### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

23. Le coût total du projet est de 89,2 millions d'USD sur sept ans. Le financement provient du FIDA (53%), des Pays-Bas (23,1%), des ONG (5,5%), du gouvernement (17,5%) et des bénéficiaires (0,9%). Une proposition de financement supplémentaire du FIDA à hauteur de 10 millions d'USD peut être présentée au Conseil d'administration du FIDA pour approbation en cours d'exécution, sous réserve des résultats d'une étude de faisabilité.

### **H. Avantages et justification économique et financière**

#### **Principales catégories d'avantages découlant du projet**

24. Compte tenu des renseignements fournis par les enquêtes de référence, le revenu moyen des ménages avant le projet était de 40 489 takas (environ 585 USD). D'après les calculs, les interventions du projet vont relever le revenu moyen des ménages de près de 570 USD par an. Plus largement, les avantages dont bénéficiera la population sont notamment les suivants: i) une protection contre les catastrophes (abris anticycloniques et programmes de préparation aux catastrophes); ii) une amélioration de l'état sanitaire (grâce à l'accès aux services de santé et à l'amélioration de l'eau et de l'assainissement); iii) des possibilités d'instruction (écoles situées dans les abris anticycloniques et route d'accès aux écoles); et iv) une vie plus sûre (grâce à l'information diffusée sur les droits de l'homme et les droits juridiques, à la sécurisation de la propriété foncière et à l'amélioration de l'accès aux services publics). Les femmes et les enfants profiteront plus particulièrement de ces avantages.

#### **Viabilité économique et financière**

25. D'après l'analyse économique, le taux de rentabilité économique (TRE) du projet dans son ensemble est de 17,2%. Ce TRE est bon, et baisse de 13,6% si les avantages dans le secteur agricole diminuent de 40%.

### **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

#### **Modalités de gestion des savoirs**

26. Le projet fera partie intégrante du schéma de gestion intégrée de la zone côtière que prépare le gouvernement. Dans le cadre de la phase III du projet, actuellement en cours d'exécution, des réunions mensuelles ont lieu avec tous les autres donateurs exécutant des projets dans la zone côtière, une pratique qui se poursuivra durant la phase IV. En outre, dans la mesure où l'Ambassadeur des Pays-Bas préside le groupe des donateurs chargé de la gestion de l'eau, les enseignements tirés du projet seront communiqués à l'ensemble des membres du groupe actifs dans ce secteur.

### **Innovations en matière de développement**

27. Le projet se caractérise par divers aspects novateurs. À la différence des projets précédents de développement des chars, plus de la moitié de la zone d'intervention ne sera pas protégée par des remblais (car la zone est trop jeune et trop instable pour être poldérisée). Pour que les populations de ces chars très vulnérables tirent parti de l'intervention, des innovations telles que des technologies agricoles adaptées à l'eau salée, la surélévation des habitations et leur renforcement seront nécessaires. Le projet envisage également de construire des *killas* sur les chars, ce que les programmes de développement antérieurs n'ont pas fait. De nouvelles techniques de revêtement des routes d'accès aux villages pourraient être mises à l'essai pour permettre la circulation de véhicules légers. Il est également prévu de construire des marchés ruraux, en allant plus loin en matière d'amélioration de l'accès aux marchés que les projets précédents de développement des chars.

### **Approche d'élargissement**

28. Le projet proposé est la phase IV d'une intervention de longue haleine financée par les Pays-Bas dans la zone côtière du Bangladesh. Il reproduira à une échelle bien supérieure ce qui a été fait avec succès dans le cadre de la phase III. En raison de la situation extrêmement fluctuante dans le delta et de la consolidation rapide des terres qui se produit actuellement et continuera de se produire quand le niveau de la mer s'élèvera, il est certain que la poursuite de l'appui au développement des chars et à la colonisation resteront nécessaires pendant de nombreuses années.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

29. Le projet est confronté à deux risques principaux: i) une catastrophe naturelle majeure; et ii) la perturbation de l'ordre public dans les chars. Les mesures d'atténuation prévues sont notamment un programme global de réduction des risques de catastrophe englobant les abris anticycloniques, les *killas*, les remblais et la plantation d'arbres brise-vent pour faire face à la brusque montée des eaux ou en atténuer considérablement les effets; les routes d'accès aux abris et d'acheminement des secours en cas de catastrophe; et la formation des groupes de gestion des catastrophes à l'échelle des communautés pour s'y préparer et assurer la liaison avec les instances nationales de planification préalable aux catastrophes. En matière de respect de l'ordre public, le projet améliorera les communications routières pour que les chars soient plus aisément accessibles aux services de la sécurité d'État. En outre, des titres fonciers seront fournis aux habitants, un moyen de mettre un terme à l'influence des élites locales.

### **Classification environnementale**

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé dans la catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact préjudiciable majeur pour l'environnement. Aucune évaluation environnementale supplémentaire n'est donc requise.

## **K. Durabilité**

31. Premièrement, pour assurer la pérennité des programmes de gestion des eaux, le projet mettra fortement l'accent sur l'exploitation et l'entretien de chacun des sous-projets. La contribution des bénéficiaires sera essentielle, de même que la plantation d'arbres sur les remblais. Deuxièmement, l'importance que revêt la création d'associations communautaires chargées de l'autogestion des sous-projets sera mise en évidence. Troisièmement, la durabilité sera améliorée en mettant en place un processus participatif de qualité et en prévoyant un solide programme de formation.

## **II. Instruments juridiques et autorité**

32. Un accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **III. Recommandation**

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à trente millions huit cent soixante mille droits de tirage spéciaux (30 860 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement:**

### **"Char Development and Settlement Project IV (CDSP IV)"**

(Negotiations concluded on 23 March 2010)

Loan Number: \*\*\*\*\*

Project Title: Char Development and Settlement Project IV (CDSP IV) (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The People's Republic of Bangladesh (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

#### **WHEREAS**

- A. the Borrower has requested a Loan from the Fund for the purposes of partially financing the Char Development and Settlement Project IV described in Schedule 1 to this Agreement;
- B. to assist in co-financing the Project, the amount of approximately five million United States dollars (USD 5 000 000) is expected to be made available, through the Fund, to the Borrower as a grant from The Netherlands (the "Grant") in pursuance of an agreement (the "Arrangement between The Netherlands Minister for Development Cooperation and IFAD") to be entered into by the Fund and The Netherlands Minister for Development Cooperation, subject to necessary clearances. The terms and conditions governing the Grant financing shall be set forth in a separate agreement between the Borrower and the Fund (the "Grant Agreement");
- C. Subject to necessary clearances, The Netherlands expect to extend a further grant to the Borrower of approximately fifteen million United States dollars (USD 15 000 000) (the "Netherlands Grant") to assist in co-financing the Project on terms and conditions set forth in an agreement (the "Netherlands Grant Agreement") between the Borrower and The Netherlands;

NOW THEREFORE the Parties agree as follows:

#### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### **Section B**

1. The amount of the Loan is thirty million eight hundred and sixty thousand Special Drawing Rights (SDR 30 860 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollars (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Payments of the principal amount of the Loan shall be payable on each 1 September and 1 March, commencing on 1 September 2020. Service charge shall also be payable on 1 September and 1 March.
6. There shall be six Project Accounts, one for the benefit of each of the Project Parties, in bank(s) acceptable to the Fund (collectively, "Project Accounts").
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of fifteen million six hundred thousand United States dollars (USD 15 600 000).

### **Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Bangladesh Water Development Board (BWDB) of the Ministry of Water Resources (MoWR).
2. The following are designated as additional Project Parties:
  - (a) Local Government Engineering Department (LGED) of Local Government Division of the Ministry of Local Government Rural Development and Cooperatives (MLGRD&C);
  - (b) Department of Public Health Engineering (DPHE) of the Local Government Division of the Ministry of Local Government Rural Development and Cooperatives (MLGRD&C);
  - (c) Ministry of Land (MoL);
  - (d) Department of Agricultural Extension (DAE) of the Ministry of Agriculture; and
  - (e) Forest Department (FD) of the Ministry of Environment and Forest.
3. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### **Section D**

The Loan shall be administered by the Fund and the Project supervised by the Fund.

## Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account:

- (a) The Grant Agreement and/or the Netherlands Grant Agreement has(ve) failed to enter into full force and effect within 360 days of the entry into force of this Agreement and substitute funds are not available to the Borrower on terms and conditions acceptable to the Fund, following consultations between the Borrower and IFAD; and
- (b) The right of the Borrower to withdraw the proceeds of the Grant and/or of the Netherlands Grant has been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part, or any event has occurred which, with notice of the passage of time, could result in any of the foregoing.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal. No withdrawals shall be made from the Loan Account until:

- (a) The Designated Account referred to in paragraph 2 of Schedule 3 hereto shall have been duly opened;
- (b) The BWDB and LGED shall have opened the respective Project Accounts;
- (c) The Borrower shall have approved the consolidated Development Project Proforma/Proposal (DPP) for the entire Project, consisting of the DPPs of each of the Project Parties;
- (d) The BWDB and LGED shall have appointed the respective Project Directors and Project Accountants; and
- (e) The Technical Assistance contract shall have been awarded pursuant to paragraph 10.1, Section III of Schedule 1 hereto.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

Secretary  
Economic Relations Division  
Ministry of Finance,  
Government of the People's  
Republic of Bangladesh  
Sher-e-Bangla Nagar  
Dhaka 1207, Bangladesh

This agreement, dated ....., has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

\_\_\_\_\_  
For the Fund

\_\_\_\_\_  
For the Borrower

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall be carried out in the Districts of Noakhali and Chittagong, in particular in the five newly accreted lands (Nangulia Char, Noler Char, Caring Char, Ziar Char and Urir Char) in the south-eastern coastal zone of the Borrower's Territory (the "Project Area") and shall benefit:
  - (a) Settlers who do not have proper title to the land they occupy;
  - (b) other landless households who can be settled on any vacant public land;
  - (c) women, including female-headed households;
  - (d) children who are unable to attend school; and
  - (e) landless, marginal and small farmers.
2. *Goal.* The goal of the Project is to reduce poverty and hunger for poor people living on newly accreted coastal chars.
3. *Objectives.* The objective of the Project is to provide improved and more secure rural livelihoods for 28 000 households living in the Project Area.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:
  - (a) Protection from Climate Change. This Component shall comprise the following two sub-components:
    - (i) Water Management: under this sub-Component the Project shall protect land from tidal and storm surges, and improve drainage *inter alia* via construction of embankments, sluice gates, and drainage channels. The Project shall also focus on improved operations and maintenance via formation of Water Management Organisations and funding of maintenance costs.
    - (ii) Social Forestry: to complement embankments, the Project shall establish protective plantations of trees on mud flats, foreshores and embankments, along roads and drainage channels, and around public institutions such as schools, through a social forestry approach involving the establishment and support of Social Forestry Groups (SFGs).
  - (b) Climate-resilient Infrastructure. This Component shall comprise the following two sub-components:
    - (i) Internal Infrastructure: under this sub-component, the Project shall support in the areas covered by CDSP (I, II, III and IV) infrastructure development for market access and cyclone protection. This shall include roads, bridges, culverts, cyclone shelters-cum-schools, killas (cyclone refuges for livestock), rural markets, bus stands, boat landing ghats, and Union Parishad complexes, as appropriate. In addition the Project shall constitute the development of markets and a Union Parishad complex on Boyer Char and cyclone shelters, killas, earth roads in other newer chars, which are not yet sufficiently mature for a comprehensive development programme. Where possible, work shall be undertaken by Labour Contracting Societies (LCSs) which shall channel income directly to the poorest women.



- (ii) Water and Sanitation: under this sub-component, the Project shall promote the construction of Deep Tubewells (DTWs) to be shared between 15 to 20 households with rainwater collection ponds or other schemes in locations where the deep aquifer is saline. The project shall also provide a hygienic latrine for all households. In addition 150 DTW shall be installed on newer chars where settlers have no water supplies. Manufacture of concrete rings and slabs for latrines shall be undertaken by female LCSs.
- (c) Land Settlement and Titling. Under this Component, the Project shall aim to provide secure land titles for approximately 20 000 households, following a plot-to-plot survey to identify parcels of land and their current occupiers, followed by a six step process for registration of title which is carried out by the land staff of the local administration. The Project shall also support improvements to the land record system involving computerisation of records.
- (d) Livelihood Support. This Component shall include the following two sub-components:
- (i) Agricultural Support: under this sub-component, farmers shall be enabled to make better use of land resources. The Project shall form farmer groups and promote agricultural technologies that are adapted to saline conditions and resilient to climate change. This shall involve technology testing, demonstrations, training of staff and farmers, and follow-up.
- (ii) Social and Livelihood Support: under this sub-component, Contracted Non-Governmental Organisations (NGOs) shall form women's groups covering all char households. NGOs shall provide micro-finance services, support homestead agriculture, forestry and non-farm enterprises, promote legal rights and awareness raising, provide health and family planning services, and assist with disaster management and climate change. NGOs shall also support the Water and Sanitation sub-Component (Schedule 1, paragraph 4 (b)(ii)) by collecting contributions towards the cost of DTWs, forming female Tubewell User Groups, training women caretakers, and by supervising the installation of latrines by households.
- (e) Technical Assistance and Management Support: Under this Component a contracted Technical Assistance team comprising experts from a consortium of international and local consulting companies shall, in particular, be responsible for learning and disseminating lessons for coastal zone development and for planning the future development of new chars.

## **II. Project Management**

5. *Project Implementation Agencies*. The Project shall be implemented by six Project Parties each with its own Development Project Proforma/Proposal (DPP), Management Unit, Project Director and Project Account. The respective roles of the six Project Parties shall be as follows:
- (a) The Bangladesh Water Development Board (BWDB) shall act as Lead Project Agency and also be responsible for implementing the Water Management sub-component (sub-component (a)(i), paragraph 4, Schedule 1).
- (b) The Forest Department (FD) shall implement the Social Forestry sub-component (sub-component (a)(ii), paragraph 4, Schedule 1), and be responsible for the formation and support of SFGs.

- (c) The Local Government Engineering Department (LGED) shall implement the Internal Infrastructure sub-component (sub-component (b)(i), paragraph 4, Schedule 1), and be responsible for all internal infrastructure that is not primarily related to water management or water supply. LGED shall also be responsible for maintenance of the roads and many of the structures.
- (d) The Public Health Engineering Department (DPHE) shall implement the Water and Sanitation sub-component (sub-component (b)(ii), paragraph 4, Schedule 1), and be responsible for public water supply and household sanitation. Manufacture of concrete rings and slabs for latrines shall be undertaken by largely female LCSs.
- (e) The Ministry of Land (MoL) shall implement the Land Settlement and Titling Component (Component (c)) and shall be responsible for all activities related to the process of land settlement of the population in the Project Area and for the strengthening of the land settlement bureaucracy, including the computerisation of land management systems.
- (f) The Department of Agricultural Extension (DAE) shall implement the Agricultural Support sub-Component (sub-component (d)(i), paragraph 4, Schedule 1) and be responsible for the development of field crops in the Project Area.

### **III. Implementation Arrangements**

6. *CDSP IV Inter-Ministerial Steering Committee (CDSP IV IMSC).* The Borrower shall establish and maintain throughout the entire Project Implementation Period an Inter Ministerial Steering Committee (CDSP IV IMSC). The CDSP IV IMSC shall be chaired by the Secretary, Ministry of Water Resources (MoWR) and include the Joint Secretaries/Joint Chiefs of: (i) the parent Ministries of the Project Parties; (ii) the water/irrigation wing of the Planning Commission; (iii) the Finance Division of Ministry of Finance; (iv) the Economic Relations Division of the Ministry of Finance; and (v) the Director General, Implementation, Monitoring and Evaluation Division of the Ministry of Planning. The Project Coordinating Director for BWDB (PCD) shall act as Member-Secretary of the CDSP IV IMSC. A representative of the Embassy of the Kingdom of the Netherlands and the Team Leader of the Technical Assistance (TA) Team shall attend with observer status. The Office of the BWDB Project Coordinating Director shall serve as secretariat of the CDSP IV IMSC.

6.1. The CDSP IV IMSC shall meet at least once every six months. Amongst other things, the CDSP IV IMSC shall approve the Inception Report and Annual Work Plans and Budgets (AWPB), review the progress reports, decide on any pertinent implementation issue, provide coordination on the implementation of the Coastal Zone Policy and the Coastal Development Strategy.

7. *Project Coordination Committee (PCC).* The Lead Project Agency shall establish a PCC as the central Project decision-making body. The PCC shall be chaired by the PCD, and its members shall be the Project Directors of LGED, MoL, DPHE, FD and DAE; the NGO Project Coordinators; and the Team Leader of the TA Team who shall act as secretary to the PCC. The Office of the PCD shall serve as the secretariat of the PCC.

7.1. The PCC shall meet once every month and it shall, amongst other things: (i) discuss matters to be placed before the CDSP IV IMSC; (ii) approve guidelines for Project implementation; (iii) discuss the AWPBs of the Project Parties and NGOs; (iv) formulate recommendations on changes to individual Development Project Proforma/Proposals (DPPs); (v) approve the Terms of Reference for Feasibility Studies for future char development and the draft Feasibility Study reports; (vi) approve changes to the composition of the TA team and inputs by short-term consultants; (vii) approve the

Project six-monthly Progress Reports; (viii) resolve any disputes that may arise between any of the agencies and NGOs; (ix) approve coordination mechanisms; (x) monitor implementation and identify key lessons; (xi) discuss technical reports and other publications; and (xii) approve a programme for dissemination of Project experiences and achievements.

8. *Project Implementation Manual (PIM)*. The PCD, with assistance of the TA Team, shall prepare a draft PIM for approval by the Project Coordination Committee and the Fund. The PIM shall include procedures and processes for Project implementation including:

- (a) Terms of reference for key Project staff including the PCD and Project Directors;
- (b) guidelines and formats for monitoring and evaluation;
- (c) guidelines for quality control and reimbursement applications;
- (d) terms of reference for external and internal audits of Project Accounts;
- (e) Gender Action Plans; and
- (f) guidelines for LCSs.

8.1. The Lead Project Agency shall adopt the PIM substantially in the form approved by the Fund. The PIM may be modified from time to time, subject to approval by the Fund.

9. *Mid Term Review*. The Lead Project Agency, the Embassy of the Kingdom of the Netherlands and the Fund shall jointly carry out a review of Project implementation no later than the third anniversary of the Project Implementation Period (the "Mid-Term Review") based on terms of reference prepared by the Lead Project Agency and approved by the Fund and the Embassy of the Kingdom of the Netherlands. Among other things, the Mid-Term Review shall consider the achievement of Project objectives and the constraints thereon, and recommend such reorientation as may be required to achieve such objectives and remove such constraints. The Borrower shall ensure that the recommendations resulting from the Mid-Term Review are implemented within the specified time therefore and to the satisfaction of the Fund. Such recommendations may result in modifications to this Agreement or cancellation of the Financing.

10. *Technical Assistance*. A contracted consulting company (or consortium of consulting companies) shall provide Technical Assistance and Management Support (under Component (e), paragraph 4, Schedule 1) of the Project. The Technical Assistance Team Leader shall be an international consultant, whilst other full-time senior-level and mid-level posts on the team shall be filled by national specialists. Provision shall be made for short-term specialists (international and national), field and support staff, studies and surveys. The Technical Assistance consulting company shall also be responsible for contracting one or more NGOs to implement the Social and Livelihood Support sub-component (sub-component (d)(ii), paragraph 4, Schedule 1) and for supervising the implementation thereof.

10.1. The Technical Assistance consulting company together with the NGOs hired to implement the Social and Livelihood Support sub-component (sub-component (d)(ii), paragraph 4, Schedule 1) shall be contracted by the Embassy of the Kingdom of the Netherlands and funded by the Netherlands Grant. Principal tasks of the Technical Assistance Team include:

- (a) Support for the Project Coordinating Director in coordinating Project implementation, including participation in the CDSP IV IMSC (as an observer) and in the PCC. Maintenance of links with local government agencies, donors and other development partners;
- (b) provision of technical advice and support to the implementing agencies (including assistance with the design of water control structures and with the terms of reference for Project staff);

- (c) planning of Project activities, including drafting of the Project Implementation Manual and guidelines, and the preparation of the consolidated AWPB;
- (d) contracting and supervision of NGOs to implement the Social and Livelihood Support sub-component (sub-component (d)(ii), paragraph 4, Schedule 1);
- (e) quality control of Project works including verification of cost estimates, approval of tender documents, monitoring of tender processes, inspection of completed work and approval of payments;
- (f) support for training by Project Parties, including preparation of training plans, training materials, training of trainers, and monitoring of training results;
- (g) direct provision of a limited amount of specialised training;
- (h) In conjunction with the Project Parties, support institutional development at the agency and field levels, in particular Water Management Organisations;
- (i) Project monitoring and evaluation, including impact evaluation surveys, outcome monitoring surveys, participatory Monitoring & Evaluation, and support for progress monitoring by implementing agencies;
- (j) Other studies and surveys, including plot-to-plot surveys for land settlement and studies on future development of new chars;
- (k) Preparation of consolidated Project accounts covering all Project Parties and of consolidated Financial Statements. Support for the PCC in commissioning internal and external audits of Project Accounts;
- (l) Preparation of consolidated withdrawal applications for disbursement of Project funds;
- (m) Knowledge management and lesson learning, including preparation of consolidated progress reports, Project website, lesson learning by Project partner agencies (internalisation), linkages with the Integrated Coastal Zone Management Framework, and events and material to disseminate experiences to a wider audience.

## Schedule 2

### Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount SDR	Percentage of Eligible Expenditures to be Financed
I Civil Works	22 700 000	75% of total expenditure
II Plantation Establishment and Maintenance	2 200 000	100% of total expenditure
III Vehicles and Construction Equipment	1 900 000	100% net of taxes
IV Equipment, Furniture and Computers	80 000	90% of total expenditure
V Studies, Training, Contract Staff & Other Goods	1 100 000	100% of total expenditure
VI Operating Expenses	330 000	75% of total expenditure
VII Unallocated	2 550 000	
<b>Total</b>	<b>30 860 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Equipment, Furniture and Computers” means Eligible Expenditures relating to office equipment, furniture, survey and technical equipment and computers for Project Management Units (PMUs).

“Studies, Training, Contract Staff and Other Goods” means Eligible Expenditures for studies and surveys; training, tours, field days and other capacity building support for staff and beneficiaries; staff employed for the Project by DAE on a contract basis; materials for training; materials for crop demonstrations and research plots; centres for Water Management Groups (materials and labour); and publicity/information campaigns.

“Operating Expenses” means Eligible Expenditures for office operating costs for PMUs and PMU vehicle operating costs.

“Unallocated” means the amount of the Loan not allocated to any category of Eligible Expenditures, available for reallocation.

### **Schedule 3**

#### *Special Covenants*

1. The Borrower shall approve the plans for Project activities and implementation as set out in a Development Project Proforma/Proposal (DPP) for each Project Party, and submit such DPP(s) and any subsequent amendments thereto for prior concurrence by the Fund.
2. As soon as practicable after the date of entry into force of this Agreement, the Borrower shall open and thereafter maintain in a bank acceptable to the Fund a Designated Account denominated in USD (IFAD SAFE Account) for the purpose of financing the Project. The Designated Account shall be operated by the PCD and shall be protected against set-off, seizure or attachment on terms and conditions proposed by the Borrower and accepted by the Fund.
3. The Borrower shall ensure that the Lead Project Agency submits to the Fund the duly approved draft AWPB, inclusive of the Procurement Plan, consolidating the AWPBs and Procurement Plans prepared by each of the Project Parties, as compiled by the TA Team in line with the endorsed Development Project Proforma/Proposal (DPP).
4. The Borrower shall consent to the appointment of a team of Technical Assistance Consultants for the tasks outlined in Schedule 1, Section III, paragraphs 10 and 10.1.
5. The Borrower shall ensure that the Lead Project Agency submits to the Fund six monthly consolidated Progress Reports, in a format acceptable to the Fund.
6. Within six (6) months of the end of each Fiscal Year, the Borrower shall furnish to the Fund a certified copy of the consolidated audit report.
7. The Borrower shall ensure that each Project party maintains: (i) basic accounting records for the Project including cash books for reimbursable project aid & Government of Bangladesh funds, ledger, advance register, as per Borrower's Regulations; and (ii) adequate supporting documentation for all Project related expenditures. The Technical Assistance Team shall have full access to these records which will be subject to scrutiny by internal/external auditors and the Fund's supervision missions.

## **Key reference documents**

### **Country reference documents**

Poverty reduction strategy paper 2005

Coastal Zone Policy 2005

Coastal Development Strategy 2006

### **IFAD reference documents**

Project design document (PDD) and key files

COSOP

Administrative Procedures on Environmental Assessment

## Logical framework

Narrative summary	Indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b> Reduced poverty and hunger for poor people living on newly accreted coastal chars	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reduction of 25% in number of children stunted and number under-weight</li> <li>- 50% increase in household assets</li> <li>- No. hh with 5 months or more of food shortage reduced from 46% to 23%.</li> </ul>	Impact surveys at baseline, mid-term and completion (RIMS)	Real price of rice does not rise relative to wages
<b>Purpose</b> Improved and more secure rural livelihoods for 28,000 households in coastal chars	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 20,000 hhs reporting increased agricultural production</li> <li>- 28,000 hhs with more livestock</li> <li>- 40,000 people* in income earning occupations;</li> <li>- 21,000 hh with access to improved water supply and sanitation</li> </ul>	Impact and outcome surveys undertaken by the M&E unit.	No major natural disasters Economic growth and stability  Law and order in char areas
<b>Outputs</b>	<i>Outcomes in italics</i>		
1. Water resources managed effectively to protect land from tidal and storm surges, improve drainage, and enhance accretion	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 10,000 ha of land empoldered.</li> <li>- 41 km of embankment and 17.5 km of foreshore protected by plantation</li> <li>- 31 water management and 490 social forestry groups</li> <li>- 80% WMG rated effective/ sustainable</li> <li>- 70% empoldered land has reduced soil salinity and flooding</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Field surveys of soil sanity and drainage.</li> <li>- Project reports from BWDB and FD</li> <li>- Participatory monitoring of community orgs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sufficient allocations for O&amp;M by the Government.</li> <li>- Possible to carry out successful foreshore plantation</li> </ul>
2. Climate resilient infrastructure for communications, markets, cyclone protection, potable water and hygienic sanitation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 160 km road constructed</li> <li>- 25 bridges &amp; 72 culverts built</li> <li>- 9 markets constructed</li> <li>- Reduction in transport costs</li> <li>- 60 cyclone shelters &amp; 24 livestock refuges constructed.</li> <li>- No. people* using cyclone shelters</li> <li>- No. children* at school in shelters</li> <li>- 1380 water supply points operational &amp; no. of hh supplied.</li> <li>- 26,735 hygienic latrines operational</li> <li>- 17,600 women earning from LCS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Project reports from LGED</li> <li>- Participatory monitoring feedback and surveys</li> <li>- Project reports from DPHE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sufficient allocations for O&amp;M by Government.</li> <li>- No unexpected changes in groundwater quality due to sea water intrusion.</li> </ul>
3. Secure land title granted to 20,000 households.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 26,000 target group hh getting secure title to land</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Project reports from MoL</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vested interests &amp; elites do not disrupt land settlement.</li> </ul>
4. Improved livelihoods and household resilience	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5,600 farmers* attending agric. extension events</li> <li>- 20,000 farmers* report adoption of improved agricultural technologies</li> <li>- 28,000 women in 1120 NGO group</li> <li>- Amount of savings and no. of loans</li> <li>- 234 health workers &amp; 13 clinics</li> <li>- No. people* using health services</li> <li>- 28,000 women trained in IGA</li> <li>- No. people* with improved employment &amp; own enterprises</li> <li>- 28,000 women attend rights-based training and events</li> <li>- Indicators of improved rights</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participatory monitoring feedback and surveys</li> <li>- KAP surveys</li> <li>- Project reports from DAE and NGOs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- DAE able to post staff to implement agricultural development programme.</li> <li>- Appropriate technologies for salt affected land available.</li> <li>- NGOs not subject to undue regulatory interference.</li> </ul>
5. Knowledge management and lessons for Integrated Coastal Zone Mgt (ICZM).	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Project reports, studies workshops and other events</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Project reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Government continues to support coastal development</li> </ul>
<b>Activities</b>			
1. <b>Protection from climate change:</b> (a) sea dykes; (b) internal embankments; (c) drains and canals, (d) water control sluices, (e) Water Management Organisations; (f) water infrastructure maintenance; (g) formation of social forestry groups; (h) tree planting on embankments, roadsides, foreshores & mudflats roadsides etc; (i) plantation caretaking			
2. <b>Climate resilient infrastructure:</b> (a) village and union roads and bridges; (b) cyclone shelters & killas; (c) rural markets; (g) deep tubewells; (e) drinking water ponds and rainwater collection; (f) hygienic latrines; (g) Labour Construction Societies for construction. (h) O&M user groups; (l) market management committees; (j) infrastructure maintenance			
3. <b>Land settlement and titling:</b> (a) Surveys to assess availability of land and current ownership status; (b) selection of target group households; (c) process of land titling; (d) computerised land record management system.			
4. <b>Livelihood support:</b> (a) formation of groups; (b) identification of appropriate technologies; (c) capacity building of service providers; (d) crop training and demonstrations; (e) other skill training; (f) access to livelihood opportunities and markets; (g) promotion of better health and hygiene; (h) social support and rights; (i) disaster preparedness and climate change resilience.			
5. <b>Technical assistance and management support:</b> (a) support from TA team for implementing agencies; (b) quality control; (c) specialised training; (d) M&E system; (e) studies of development of new chars; (f) dissemination and sharing of experiences.			

\* indicates gender disaggregation.



